

L'action exemplaire du Président Islandais : François Hollande ne lui a accordé que 35 minutes pour l'écouter



Le 1er juillet dernier, j'avais rendu hommage à M. Ólafur Grímsson. Cet homme venait d'être réélu président de la République d'Islande contre sa volonté, mais à la demande expresse du peuple islandais, pour avoir défendu les intérêts du peuple contre celui des banques. Je renvoie à mon [texte publié à l'époque](#).

Neuf mois après, le président islandais vient d'effectuer une visite officielle en France pour y faire part de son témoignage.

Alors que le continent européen sombre dans la catastrophe économique, financière et sociale, doublée d'une crise morale et humaine, et que se profilent à l'évidence des séismes politiques majeurs, l'Islande apparaît, de jour en jour, comme un havre de paix et de prospérité retrouvée, c'est-à-dire comme le modèle à suivre.

L'ACTION EXEMPLAIRE DU PRÉSIDENT ISLANDAIS

Écoutons comment le chef de l'État islandais fait part de son action (entretien publié par [Rue89](#)/ Le nouvel Observateur) :

- **QUESTION du journaliste** : « Pour ce qui est de ne pas avoir sauvé les banques, l'Islande avait-elle vraiment le choix ? Et serait-ce possible de laisser des grandes banques européennes sombrer ? »

RÉPONSE du Président Ólafur Grímsson : « Nos banques étaient importantes. Elles pesaient dix fois la taille de notre économie. Je ne dis pas que la taille ne compte pas. Mais si vous voulez parler en terme de taille, posez-vous la question : est-ce que le Portugal est un grand ou un petit pays ? Est-ce que la Grèce est un grand pays ou un petit pays ?

Pouvions-nous faire autre chose que laisser nos banques faire faillite, c'est un débat ouvert. Mais de toute façon, cela correspondait à un choix. Ces banques étaient privées : pourquoi des entreprises dans le secteur bancaire seraient-elles traitées différemment de compagnies privées dans d'autres secteurs comme les technologies de l'information, Internet, les compagnies aériennes ? Ces entreprises sont tout aussi indispensables à nos sociétés,

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
mais on les laisse faire faillite. Même les compagnies aériennes. **Pourquoi les banques sont-elles traitées comme des lieux saints ? »**

L'ACTION EXEMPLAIRE DU PRÉSIDENT ISLANDAIS : N'OBÉIR QU'A L'INTÉRÊT DE LA NATION ET REFUSER TOUTE INTIMIDATION

- **QUESTION du journaliste : « La réponse traditionnelle, c'est que leur faillite peut entraîner d'autres et mettre le système financier à terre : il y a un risque systémique ».**

RÉPONSE du Président Ólafur Grímsson : « Ça c'est l'argument avancé. Mais regardez ce qui s'est passé en Islande avec l'affaire Icesave. Le gouvernement britannique et le gouvernement néerlandais, soutenus par l'Union européenne, voulaient que le contribuable islandais rembourse les dettes de cette banque privée, au lieu de laisser le syndic de liquidation être responsable de ces dettes.

J'ai alors fait face à un choix : fallait-il soumettre la question au référendum ? Une armée d'experts et d'autorités financières me disaient : si vous autorisez les gens à s'exprimer, vous isolerez financièrement l'Islande pour des décennies. Le scénario catastrophe serait sans fin...

J'étais devant un choix fondamental entre les intérêts financiers d'un côté, et la volonté démocratique du peuple de l'autre. Et **je me suis dit : la partie la plus importante dans nos sociétés – et je le dis aussi à mes amis européens –, ce ne sont pas les marchés financiers. C'est la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit.**

Quand nous sommes face à une crise profonde, que ce soit la crise islandaise, ou la crise européenne, pourquoi ne laisserions-nous pas l'élément le plus important de nos sociétés guider la voie à suivre ? C'est ce que j'ai fait.

Nous avons organisé deux référendums. Et dès le premier trimestre après le référendum, l'économie a redémarré. Et depuis, ce redressement se poursuit. Maintenant nous avons 3% de croissance, l'une des plus élevée d'Europe. Nous avons 5% de chômage, l'un des taux les plus bas. Tous les scénarios de l'époque, d'une faillite du système, se sont révélés faux.

LA MARIONNETTE EURO-ATLANTISTE INSTALLÉE À L'ÉLYSÉE N'A ACCORDÉ QUE 35 MINUTES MONTRE EN MAINS POUR ÉCOUTER LE PRÉSIDENT ISLANDAIS

Le témoignage qui précède est clair comme du cristal : si l'Islande a été sauvée et si son économie redémarre rapidement tandis que le peuple islandais n'a pas vraiment perdu son niveau de vie, c'est pour deux raisons très simples :

- **d'une part, l'Islande a refusé de renflouer les banques avec l'argent des contribuables et les a laissé faire faillite ;**
- **d'autre part, elle a pu procéder de la sorte parce que c'est un État souverain qui ne fait partie ni de l'Union européenne ni de l'euro et qui n'a aucun ordre à recevoir ni de la Commission européenne ni de la BCE.**

C'est ce témoignage que le président islandais est venu dire à François Hollande à Paris. Seulement voilà. Le locataire de l'Élysée n'a accordé à Ólafur Grímsson que... 35 minutes pour en parler.

Et pourquoi cela ? Parce que François Hollande n'est qu'un pantin désarticulé, complètement pieds et poings liés à l'oligarchie euro-atlantiste et aux intérêts du monde bancaire.

Ce pseudo "socialiste" ne peut pas imaginer un instant reprendre le pouvoir et l'exercer dans l'intérêt du peuple français puisqu'il n'a été élu à l'Élysée que grâce au soutien de en sous-mains de ces puissances qui lui ont ouvert tout grand tous les médias.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro.~~
Notons que c'est cette oligarchie euro-atlantiste qui avait soutenu Nicolas Sarkozy en 2007, et qui a d'ores et déjà prévu de soutenir François Fillon ou Jean-François Copé en 2017, puis Manuel Valls en 2022, etc., dans le cadre de ces "alternances" bidons destinées à tromper l'exaspération populaire.



1er février 2013 : François Hollande est "enfariné" par une femme d'une quarantaine d'années pendant son intervention lors de la réunion publique organisée par la Fondation Abbé Pierre, au Parc des Expositions, porte de Versailles, sur le mal-logement. La manifestante ne supportait sans doute plus le cynisme et le mensonge

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
permanents de ce pseudo "socialiste" qui prétend faire ses bonnes œuvres comme une dame patronnesse, mais qui laisse 1500 Français de plus basculer chaque jour sous le seuil de pauvreté calculé par l'INSEE. Au même moment, les grandes banques accumulent des profits de plus en plus pharaoniques.

CONCLUSION : L'ACTION DU PRÉSIDENT ISLANDAIS PRÉSENTE DES POINTS COMMUNS AVEC LE PROGRAMME QUE VEUT METTRE EN ŒUVRE L'UPR

En conclusion, s'il faut toujours se garder de toute analogie excessive car les situations des pays ne sont jamais identiques, je rappelle néanmoins que le programme que j'ai présenté le 3 décembre 2011 présente plusieurs points communs avec celui appliqué en Islande :

- **tout d'abord, le refus de l'intimidation intellectuelle et du terrorisme médiatique.** Comme l'a souligné le président islandais dans l'entretien ci-dessus, *"tous les scénarios de l'époque, d'une faillite du système, se sont révélés faux"*. Je ne dis pas autre chose lorsque je mets en garde mes auditeurs lorsqu'ils m'interrogent sur les "risques" d'une sortie de la France de l'euro et de l'UE : ces risques sont infiniment plus faibles et moins dangereux que les risques - déjà avérés !! - de rester dans le désastre européiste. Seul le matraquage médiatique permanent leur fait croire le contraire.
- **ensuite, l'organisation d'un référendum sur la question de la dette.** Tout comme en Islande, le programme de l'UPR propose qu'un grand débat national ait lieu sur la question de la dette publique et que ce soit au peuple français de trancher ce qu'il compte en faire.
- **également, des réformes constitutionnelles destinées à donner au peuple français bien plus de contrôle sur leurs élus et leur démocratie :**
 - instauration du référendum d'initiative populaire,
 - reconnaissance pleine et entière du vote blanc (avec annulation de l'élection si le vote blanc arrive en première place et interdiction dans ce cas aux mêmes candidats de se représenter à l'élection suivantes),
 - dépolitisation et professionnalisation du Conseil Constitutionnel, transformé en Cour Constitutionnelle,
 - saisine de cette Cour ouverte à des groupes de citoyens,
 - inéligibilité à vie des élus condamnés pour corruption,
 - réintroduction dans la Constitution française des crimes de "haute trahison" et de "complot contre la sûreté de l'État",
 - interdiction d'exercer plus de 2 fois un même mandat (sauf celui de maire pour les plus petites communes),
 - interdiction de cumuler les revenus de plusieurs mandats électifs,
 - inscription dans la Constitution d'une liste de services publics non privatisables par nature (Poste, SNCF, EDF-GDF, autoroutes, réseaux d'eaux, 1ère et 2ème chaîne de télévision de service public, ...)
 - nationalisation de toute banque bénéficiant d'une aide publique

(Consultez **notre programme ci-dessous**)



- **enfin la sortie de l'UE et de l'euro.** Cela n'a, à vrai dire, pas fait partie de l'action du président Ólafur Grímsson puisque l'Islande a toujours refusé d'entrer dans l'UE et bien entendu dans l'euro. Mais la situation de l'Islande, tout comme la situation économique et sociale des autres États qui ont refusé l'UE (Suisse et

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Norvège), ou même de ceux qui ont refusé l'euro (Suède et Danemark), prouvent que non seulement il y a une vie en dehors de l'UE et de l'euro, mais que c'est une vie plus heureuse. Y compris pour des petits pays.

François ASSELINEAU